

11 juin 2009

L'impossible refondation du PS



Depuis dimanche, les responsables socialistes commencent à prendre peur. La perspective de leur extinction pure et simple est aujourd'hui une question qui est clairement posée. Comme après chaque défaite, les leaders socialistes rivalisent dans les diagnostics sombres sur l'état de leur parti et d'appels à la rénovation.

Pourtant, la discussion ne porte que sur l'organisation du parti, la structuration de la gauche, les jeux d'alliance ou la méthode pour la désignation du candidat en 2012. Toujours rien sur le fond, la ligne, les orientations ou le projet. Nul ne s'est aventuré à avancer la moindre idée sur laquelle la refondation pourrait s'appuyer.

Jacques Sapir met les pieds dans le plat aujourd'hui dans Marianne 2 dans [un long texte](#) (voir ci-dessous) où il développe son analyse du scrutin. Pour lui, le PS ne pourra pas se refonder sans rompre avec l'idée européenne. ***Il faudra choisir entre l'Europe et le social !***

L'analyse est techniquement juste, à la réserve près qu'elle omet le paramètre des pesanteurs culturelles. Le PS est dans l'incapacité de reconstituer un projet alternatif à la posture de l'UMP, tout en restant fidèle à son système de valeur.

Le PS va mourir avec l'idée européenne

L'analyse de Sapir est parfaitement juste : L'Europe communautaire est rejetée par les peuples. Son bilan économique est désastreux. Elle est irréformable et conduira le continent au fond du trou si de très sérieuses remises en questions ne sont pas opérées très rapidement dans l'orientation stratégique des grandes politiques communes.

Le PS ne sera plus jamais vecteur d'espoir, d'alternative ou même d'alternance tant qu'il continuera de s'accrocher à son rêve d'une Europe fédérale qui serait un levier pour la paix, la prospérité et le progrès social. Tant qu'il ne consentira pas à cette déchirante remise en question, il s'enfermera dans un déni de réalité qui lui fera perdre ses derniers restes de crédibilité.

Naturellement, l'Europe ici renvoie à toutes les valeurs auxquelles le projet européen a été associé : supranationalité, primat de l'économie sur le politique, libre échange, xénophilie, concurrentialisme, libéralisme, orthodoxie, pensée unique, occidentalisme ...

Les pesanteurs identitaires

L'idée européenne est consubstantielle de l'identité socialiste depuis toujours, et particulièrement depuis le tournant libéral-européen dit de la rigueur de 1983. Pour tous les adhérents entrés au PS depuis cette date, l'Europe est un idéal qui ne souffre aucune discussion. Tous ceux qui pensaient autrement l'ont quitté avec Jean Pierre Chevènement en 1992 ou avec Jean Luc Mélenchon en 2007. *Attendre du PS qu'il remette en cause son idéal européen est aussi illusoire que d'attendre de Sarkozy qu'il taxe les riches ou du FN qu'il propose la régularisation des travailleurs sans papiers.*

Le PS ne pourra se rénover que dans la fidélité à son logiciel. Il n'a guère qu'un thème sur lequel se refaire : l'explosion de la dette publique qui menace de banqueroute l'état providence. Rien n'interdit au PS de faire de la fiscalité son nouveau cheval de bataille pour développer des propositions de taxation des plus riches. Mais n'attendons pas de lui qu'il devienne spontanément, eurocritique et protectionniste.

Le carcan identitaire frappe également le Front de Gauche, présenté par Sapis comme le seul espoir possible à gauche, même s'il se montre (à raison) très prudent quant à son évolution et la réalité de ses intentions. Pourquoi ne s'est-il donc montré qu'*implicitement* protectionniste pendant cette campagne ? Pourquoi, n'a-t-il jamais osé évoquer les solutions alternatives au traité de Lisbonne si ardemment dénoncé : retrait de l'UE, décisions unilatérales prises dans un cadre national, abrogation des traités existant et préparation d'un nouveau qui permettrait aux Etats de recouvrer leur souveraineté. Na t-il pas, lui aussi, un problème existentiel avec l'idée de nation et de souveraineté, privilégiant les luttes sociales, suivant l'exemple de son « modèle » Besancenot ?

On pourrait multiplier les exemples de ces pesanteurs identitaires qui jouent le rôle de carcan intellectuel pour tous les partis. [Rolland Hureaux](#), dans Marianne 2, a très justement souligné l'impossibilité pour François Bayrou d'achever sa mue eurocritique, se laissant rattraper, après quelques louables tentatives, par la tradition eurobéate de son parti.

L'impossible synthèse des extrêmes

Jacques Sapis attribue l'échec des souverainistes à l'abstention, leur électorat ayant préféré s'exprimer par leur mépris de ces élections. On peut y voir une autre raison liée à ces pesanteurs identitaires. *Aucun de ces partis n'a osé articuler sa profession de foi souverainiste avec une critique sociale, ce qui en pleine crise économique était une grave erreur.* Autrefois on pouvait dénoncer les abandons de souveraineté par attachement aux libertés politiques. ***Aujourd'hui, la revendication ne peut être audible que mise dans la perspective d'un modèle économique alternatif.***

Or, aucun n'a osé franchir cette frontière symbolique : A droite on parle de souveraineté, d'identité, d'immigration, d'insécurité, de nation ou de l'entrée de la Turquie. On ne critique pas le système économique. On ne parle pas de réforme du capitalisme ou de partage des richesses.

Le projet idéologique de Jacques Sapir, que je partage en tout point, est en réalité problématique car il emprunte une partie du propos à la droite (protectionnisme, souverainisme, croyance en la nation comme cadre naturel de l'expression démocratique) et une autre à la gauche (meilleur partage entre travail et capital, remise en cause des fondements du capitalisme :néolibéral) Le seul parti en France qui réunissait ces deux dimensions était celui de Jean Pierre Chevènement, malheureusement disparu sans laisser d'héritiers.

Telle est certainement l'offre politique qu'attendent les catégories populaires (sous réserve qu'elle soit portée par un leader charismatique). En revanche, ce « protectionnisme de progrès social » est très difficile à pratiquer pour les petits partis, sommés d'occuper une case sur la géométrie politicienne. Il peut en revanche être plus facilement pris en compte par les partis centraux, qui ont davantage la possibilité se définir de manière tautologique. Ce que propose l'UMP est de droite ; la gauche, c'est ce que propose le PS !

L'hypothèse d'un changement d'axe

L'UMP, sous l'influence d'Henri Guaino et grâce au leadership de Sarkozy n'a pas hésité à faire évoluer son logiciel. La droite, si elle a conservé ses marqueurs traditionnels comme l'ordre républicain, la réussite individuelle, la liberté d'entreprendre et de s'enrichir... n'hésite plus à franchir des frontières idéologiques pour enrichir son discours de quelques éléments anti-système. Cet aspect très curieux du sarkozysme [m'est apparu](#) un moment comme un dysfonctionnement mental qui ne pouvait que souffler sur les braises des révoltes sociales. Electoralement, cette stratégie semble en revanche payante car elle place d'UMP au centre du jeu, déstabilisant toute opposition.

Représentons nous le paysage politique, non pas sur un seul axe mais en deux dimensions avec un axe vertical qui positionne les partis en fonction de leur foi dans le pouvoir politique : En haut les tenants du système social-libéral-européen-mondialiste qui considèrent que la modernité est antipolitique ; en bas ceux qui croient que la puissance publique doit s'exprimer au sein de frontières et avoir prise sur l'économie.

Autrefois, on avait les libéraux et les socialistes assez proches du centre, tout en haut de l'axe vertical, puis des extrêmes, en bas, de part et d'autre de l'axe horizontal, dessinant une sorte de triangle. Depuis 2006-2007 on a vu l'UMP se recentrer, non pas par un glissement vers la gauche comme certains le disent, mais vers le bas, par une réhabilitation du politique (au moins dans le discours). Le PS, comme le MoDem, s'ils restent figés dans leur positionnement ancien se retrouveront marginalisés, loin du nouveau centre de gravité du système politique. Voilà peut-être aussi ce qui peut expliquer le succès d'Europe Ecologie : Il exprimait une plus grande volonté de transformation que les projets du Modem et du PS.

Pour rester dans le jeu, le PS doit suivre le mouvement, et préférer la surenchère dans le volontarisme à l'opposition frontale à chaque fois que Sarkozy fait bouger les lignes

Lorsqu'il critique le capitalisme financier, propose une réforme de la gouvernance des entreprises pour retirer les pleins pouvoirs aux actionnaires ! Lorsqu'il stigmatise les bonus des banquiers, proposer un revenu maximum ! Lorsqu'il évoque l'Europe qui

protège, se saisir du protectionnisme européen ! Lorsqu'il accorde des aides aux banques, demander leur nationalisation ! Lorsqu'il célèbre les vertus de l'industrie, imaginer une politique de réindustrialisation ! ect ...

Depuis quelques années, Sarkozy brouille les cartes. Le PS n'est certainement pas en capacité d'en faire autant, compte tenu de son carcan identitaire, de son absence de leader et de ses divisions. Mais s'il n'est pas en état de précéder le mouvement ou d'imaginer un projet alternatif à celui de Sarkozy (il n'en a d'ailleurs pas plus que le PS), il doit a minima accompagner l'évolution de la droite française dans son entreprise de réhabilitation de la puissance du pouvoir politique pour que le volontarisme soit toujours de son côté.

Sinon l'axe discriminant basculera et le PS se retrouvera à la droite de l'échiquier, dans le rôle du parti conservateur.

Malakine

11 juin 2009 à 18:50 dans [Européennes 2009, Rénovation du PS](#) | [Lien permanent](#)

TrackBack

URL TrackBack de cette note:

<http://www.typepad.com/services/trackback/6a00d83451d36969e201157001159b970c>

Voici les sites qui parlent de [L'impossible refondation du PS](#) :

Sapir: «les commentateurs du 7 juin sont aveugles!»

Jacques Sapir - Economiste | Jeudi 11 Juin 2009

Pour Jacques Sapir, économiste qui avait apporté son soutien au Front de gauche, les commentateurs politiques ont tout faux dans leurs analyses du scrutin européen. Lui se refuse à n'y voir qu'une victoire des conservateurs : il constate qu'il y a un «rejet de l'Europe fédérale» et considère comme une «impasse» le succès d'Europe Ecologie.



(photo : alainalele - Flickr - cc –

<http://www.flickr.com/photos/alainalele/>)

Les élections européennes du 7 juin ont été remarquables au moins autant par leurs résultats que par l'aveuglement des commentateurs. Ces derniers ont ainsi mis en avant la « vague conservatrice » à laquelle on aurait assisté. Mais, celle-ci a été des plus relative face à l'abstention, elle, réellement historique, que l'on a connu dans ces élections. Il convient, avec le recul nécessaire, de comprendre ce que ces élections ont révélé. Au-delà des premières réactions, il est probable que nous avons assisté au début de la fin de la construction européenne telle que nous la connaissons.

1) Le rejet de l'Europe fédérale.

On l'a dit, l'abstention a été énorme, et pas seulement en France. C'est chez les nouveaux entrants qu'elle a été le plus spectaculaire avec moins de 30% de votant en République Tchèque et à peine plus de 18% en Slovaquie. La France, avec à peine 40% de votants enregistre ici l'un de ses taux les plus faibles de participations. À peine plus d'un électeur sur trois s'est ainsi déplacé en Europe pour aller voter. Ce phénomène est tellement massif qu'il doit être expliqué en priorité.

On peut analyser cette faible participation comme le résultat combiné de plusieurs facteurs :

- les électeurs européens ont à l'évidence sanctionné une Europe qui s'avère incapable de la protéger de la crise et de ses conséquences. Il n'y a pas de « plan de relance » européen et l'addition des plans nationaux représente ainsi à peine 1% du PIB de l'Europe. De plus, cette dernière a été incapable, par ses règles bancaires, de prévenir la contamination issue de la crise américaine. Il y a pire. L'Europe, par ses directives, enracine cette crise et détruit progressivement tous les instruments dont on pouvait disposer au niveau national pour s'y opposer. De ce point de vue, l'application du Traité de Lisbonne ne changera en rien la situation. Ce traité ne fait que consolider les régressions économiques et sociales de ses dernières années.

- ceci nous conduit à un second facteur. Les électeurs ont aussi sanctionné une Europe qui a bafoué à de multiples reprises, et ce depuis le Traité de Maastricht, la volonté démocratiquement exprimée des pays qui la composent. Le tour de passe-passe par lequel on a escamoté le « non » français et hollandais au TCE, et par lequel on va probablement faire de même pour le « non » irlandais au Traité de Lisbonne semble avoir définitivement dégoûté les électeurs. Convoqués aux urnes, ils sont restés chez eux, en dépit des discours grossièrement mensongers que l'on a pu entendre. Il faut ainsi rappeler à ceux qui l'auraient oublié que l'Europe n'a rien « construit » en France. Pour qu'il y ait une contribution nette de l'Europe, il faut que les subventions excèdent les versements faits par un pays. Or, dans le cas de la France, nous payons plus que nous ne recevons. C'est peut-être juste au nom de la solidarité, mais que l'on nous épargne alors ce mensonge d'une Europe venant dispenser ses bienfaits dans notre pays. Ceci explique sans doute les scores faibles des partis Souverainistes, dont une bonne partie des électeurs a préféré ne pas voter.

- à ce tableau sinistre il convient d'ajouter l'absence de solidarité que la crise a révélée. Les Pays baltes, dont la population n'excède pourtant pas 8 millions – soit moins que le nombre d'habitants du Grand Londres ou du Grand Paris – ont été abandonnés au FMI. Ce dernier n'a eu de cesse que de leur proposer une réduction de 25% de salaires de la fonction publique. La Hongrie, qui se débat dans une crise très grave, n'aura pas le plan de stabilisation de ses banques, qui est cependant une chose nécessaire si on veut éviter que les pertes en Europe Centrale ne viennent déstabiliser les banques Autrichiennes et Allemandes. C'est bien cette absence de solidarité qui explique la désaffection brutale des électeurs chez les « nouveaux entrants » de l'Europe.

- enfin, l'Euro lui-même apparaît aujourd'hui comme un facteur de crise. Tout d'abord en raison de son cours. À un taux de change supérieur à 1,35 Dollars US, et aujourd'hui nettement plus proche de 1,40, il plombe les exportations de la Zone Euro, et de l'Allemagne en particulier. Il faut savoir qu'au-delà de 1,20 Dollars l'accroissement de 6% du taux de change est égal à un accroissement de 1% du taux d'intérêt. Cependant, les dégâts de l'Euro ne s'arrêtent pas là. Le phénomène de « L'Eurodivergence » s'est considérablement accru depuis 6 mois . Il touche désormais

les écarts de taux sur la dette publique pour les pays membres. Ainsi, l'harmonisation des marchés de la dette, longtemps présentée comme le seul résultat positif de l'introduction de l'Euro, n'aura pas résisté à la première crise sérieuse.

Nul ne peut prévoir le rythme que prendra cette désaffection. Il est cependant clair qu'elle est profonde et, parce qu'elle a de multiples sources, elle va s'avérer durable. Le 7 mai est mort le rêve d'une Europe fédérale. Ce n'était qu'un rêve, mais il avait au moins pour lui une certaine cohérence. Il s'est fracassé sur le mur des réalités. L'Europe des Nations, soit la vision Confédérale, ne saurait s'accommoder de la construction bruxelloise. Cette dernière, dans sa frénésie réglementaire, est une construction de type fédérale. Il faudra bien accepter de revenir sur les directives européennes et rappeler que, si nous ne sommes pas dans une construction fédérale, alors les lois de chaque Nation sont à nouveau supérieures.

2) La crise de la social-démocratie européenne.

La seconde leçon qui s'impose est celle de la crise, et peut être de la fin, de la social-démocratie Européenne. Bien sûr, on peut trouver des explications locales pour chacun de ses désastres. Ce serait pourtant perdre de vue l'essentiel. C'est dans sa dimension européenne que la social-démocratie a révélé son impuissance. Elle avait produit un texte qui était une forme de programme commun du Parti Socialiste Européen. Mais, ce programme s'est fracassé sur des réalités auxquels il n'apporte aucune réponse.

- tout d'abord, ses réponses à la crise sont pitoyables. Le plan de 100 Milliards d'Euros réclamés par Martine Aubry et ses collègues reste très en deçà des besoins. Il aurait fallu en engager le double, et plus probablement le triple. Seulement, on s'est ici heurté à l'Allemagne. La social-démocratie allemande ne veut pas pouvoir être accusée de charger le fardeau de son propre pays. Que ce dernier, par sa politique néo-mercantiliste, ait eu une responsabilité évidente dans la crise est pourtant une évidence. L'Allemagne a délibérément comprimé sa demande intérieure pour développer ses exportations. C'est d'ailleurs très exactement le type de politique que l'on prête aux pays protectionnistes...On voit bien ici que l'Europe ne nous a nullement protégé contre l'égoïsme Allemand, mais nous a probablement enlevé les moyens de rétorsions qui auraient pu rendre une telle politique inopérante. Si l'Allemagne avait su que des droits de douanes seraient venus compenser sa politique, elle se serait peut-être posé le problème de la coopération.

- ensuite, ses réponses aux causes de la crise sont pathétiques. Face au processus de concurrence de la part des pays nouveaux entrants, le programme du PSE propose d'harmoniser sur le salaire médian. Mais, ce faisant et compte tenu des différences dans les rémunérations, on ne touchera pas au problème du dumping social. Le salaire médian, s'il est un indicateur important et plus robuste que le salaire moyen pour mesurer les inégalités dans chaque pays, est une très mauvaise base pour harmoniser le salaire entre les pays. Le Parti de Gauche en a bien pris conscience qui proposait une règle d'harmonisation fondée sur le salaire moyen et non sur le salaire

médian. Mais, là aussi, il n'y a pas eu d'erreurs. Les responsables des partis sociaux-démocrates des pays nouveaux entrants ont délibérément choisi de maintenir leur avantage compétitif. Le salaire horaire moyen est de 2,4 Euros en Slovaquie, 3,0 Euros en République Tchèque et 3,2 Euros en Hongrie. Par comparaison, il est de 16,5 à 20 Euros en Allemagne, Belgique, France et aux Pays-Bas. On voit bien que l'écart des rémunérations est très supérieur à celui des productivités (qui est de l'ordre de 1 à 3 ou 1 à 4).

De même, en ce qui concerne les services publics, dont l'OCDE reconnaît aujourd'hui qu'ils sont un des éléments qui expliquent la meilleure résistance de la France à la crise, à part des proclamations de principes, il n'y a pas de remises en causes des directives européennes qui ont imposé le principe de concurrence. Et pour cause : elles ont été votées par le PSE.

- fondamentalement, la position commune du PSE n'est que de surface. On le voit bien en ce qui concerne la réélection du Président de la Commission Européenne, l'inénarrable Barroso. Cette unité de surface ne saurait masquer les profondes divergences qui minent la Social-Démocratie européenne et qui ne sont que l'illustration des divergences dans l'économie réelle, ce que l'on a appelé l'Eurodivergence.

- le programme de la social-démocratie européenne a désarmé le PS. On voit bien que s'il faut attendre un accord de tous, nous aurons de longues barbes blanches avant qu'il ne se passe quelque chose sur le front de l'Europe Sociale. Cette dernière est un mythe, ce qu'ont expliqué avec beaucoup de talent des autres auteurs. Ce discours mythique est devenu perceptible pour les électeurs ; ils en ont tiré les conséquences.

- enfin, la division qui règne au sein du Parti Socialiste et que viennent conforter les pratiques de la direction actuelle, n'ont certainement pas donné envie aux électeurs de se déplacer.

La social-démocratie européenne est aujourd'hui au pied du mur. Si elle maintient sa foi dans l'Europe, elle deviendra un parti de pleureuses se lamentant sur l'Europe sociale, ce bel espoir toujours déçu. Ses électeurs l'abandonneront à son sort. Elle devra choisir entre le social et l'Europe, entre le mythe d'une avancée à 27 et la possibilité bien réelle d'avancer à 4 ou 5. En tout les cas elle doit rapidement tirer les leçons d'un scrutin qui n'a vu la victoire des conservateurs que par défaut.

3) L'impasse victorieuse d'Europe Ecologie.

La troisième leçon, mais ici nous entrons plus dans la politique française a été le succès de la liste Europe Ecologie.

Celle-ci avait pour elle la cohérence de son discours et la diversité de ses têtes de listes. Elle a pris l'avantage sur le MoDem bien avant la projection du film « Home ». Cependant, ce succès pourrait bien s'avérer un cul-de-sac.

En effet, et les déclarations des dirigeants d'Europe Ecologie sont là pour le prouver, cette cohérence du discours n'induit pas une cohérence de l'action. Si l'on prétend que l'on ne peut agir qu'au niveau Européen pour traiter la double crise, économique et écologique, quelles réponses apportera-t-on en cas de blocage par les autres pays d'Europe ?

D'une certaine manière, les écologistes vont se retrouver devant la même contradiction que la social-démocratie. S'il n'y aura pas d'Europe sociale, en tous les cas pas à 27 comme on l'a indiqué, il n'y aura pas plus d'Europe Ecologique. Les dirigeants d'Europe Ecologie prétendent que l'on ne peut plus agir dans le cadre national, mais ils vont s'apercevoir que l'on ne peut pas agir dans l'Europe des 27, du moins pas à la hauteur de leurs ambitions.

Ils devront alors accepter de réviser à la baisse leurs revendications en se contentant de demi-mesures ou de déclarations vagues qui n'engageront pas les gouvernements, et ainsi trahir la partie « écologie » de leur programme, ou accepter le fait que des mesures unilatérales peuvent permettre de sortir de ce blocage. D'une certaine manière, la contradiction qui existe entre l'Europe des 27 telle qu'elle est et l'écologie va se révéler, à mesure que le succès de la liste Europe Ecologie va lui conférer des responsabilités.

Que les dirigeants de cette liste en soient conscients est une évidence, comme on l'a vu avec la charge- par ailleurs totalement justifiée – qu'ils ont mené contre l'actuel Président de la Commission Européenne, M. Barroso. Mais, ils ne peuvent ignorer que ce dernier représente le point d'équilibre entre le Parti Populaire Européen et une partie du PSE. Ils ne peuvent ignorer non plus que cette alliance, profondément conservatrice, sera reconduite. Dès lors quelle sera leur politique ? Ils peuvent se contenter d'une « mise au pied du mur » des responsables européens. Dans une telle politique on présente des propositions, que l'on sait ne pouvoir être adoptées, pour ensuite dénoncer l'absence de coopération ou de sens écologique des autres forces politiques. Cela permet, certes, de beaux effets de manche dans l'enceinte du Parlement Européen mais c'est parfaitement et totalement inefficace. Ils peuvent ensuite, on l'a dit, passer des compromis pour faire aboutir certaines de leurs revendications. Mais, le problème de la cohérence de leur programme sera alors directement posé. Si on admet qu'il est cohérent, il doit être appliqué dans sa cohérence. Si on aboutit alors à voter une directive sur la « taxe carbone » en échange du soutien des écologistes au démantèlement des services publics, c'est cette cohérence qui sera mise à mal. Ils auront alors bien du mal à prétendre devant leurs électeurs qu'ils sont en train d'appliquer leur programme. On sait que les « Verts » ont ainsi appuyé les directives sur la concurrence dans le domaine de l'énergie et des transports.

Ils devront ainsi choisir entre l'écologie et l'Europe, tout comme les socialistes furent contraints de choisir entre le social et l'Europe. On sait quelle fut la réponse que les socialistes ont donnée à ce choix. Ils en payent aujourd'hui la facture. Les écologistes risquent donc de sacrifier l'écologie à l'Europe, et d'en subir les conséquences.

4) La sanction des sectaires.

Une quatrième leçon de ces élections est que les électeurs en ont assez des prises de positions proclamatoires qui ne cachent guère les ambitions personnelles. On a pu le constater avec le cas du MoDem, ainsi passé de près de 13% à environ 8%, mais aussi dans le cas du NPA.

Dans le premier cas, cela signe probablement la fin des ambitions personnelles de François Bayrou. Peut-être pourra-t-il maintenir sa position de « 3ème homme » dans le cadre d'une élection présidentielle. Mais, son ambition de faire jeu égal avec la social-démocratie s'est à ce jour brutalement éloignée.

Quant au parti créé sur la base de l'ex-Ligue Communiste, il a ainsi vu son score descendre des 7% à 8% qui lui étaient promis au début de 2009 à moins de 5%. L'argument selon lequel les électeurs du NPA auraient été plus sensibles à l'abstention que la moyenne ne tient pas. Dans le même temps, le score du Front de Gauche, initialement crédité de 3%, n'a cessé de monter jusqu'au plus de 6% qu'il a enregistré. Il y a bien eu un transfert des voix.

Ceci sanctionne une campagne sans réelles perspectives et relativement sectaire de la part du NPA. Dès lors, le choix qui s'ouvre à lui sera le suivant. Où il persévère dans sa ligne, et il se verra réduit progressivement aux seuls électeurs de la Ligue Communiste, perdant ainsi le capital qu'avait accumulé sur son nom – mais non sur son programme – Olivier Besancenot lors de la campagne présidentielle, où il se penche sérieusement sur la question des alliances. La politique du « splendide isolement », en tous les cas, ne le mènera nulle part.

La stratégie de personnalisation à outrance qu'il a suivie peut d'ailleurs s'avérer très dangereuse. Elle le met à la merci du bon vouloir de la presse, qui ne lui est favorable que dans la mesure où il correspond à un phénomène de mode, et qui peut alors exploiter la moindre erreur de son candidat.

Il faut ici considérer ce qu'a fait perdre cette stratégie au mouvement de contestation du capitalisme. Une candidature commune du NPA avec les autres alliés du Front de Gauche avait, en statique, un potentiel de 11% à 12%. On le constate dans les résultats. En dynamique, ce potentiel eut été plus important. Avec le choc psychologique que provoquait alors une véritable dynamique unitaire, on peut penser que ce Front de Gauche pouvait atteindre 13% à 14%. Dès lors, ce Front de Gauche réellement unitaire pouvait faire jeu égal avec Europe Ecologie. On aurait alors construit un rapport de forces qui pouvait immédiatement être traduit dans le mouvement social. Au contraire, en jouant le jeu de la division, la direction du NPA a pris la responsabilité d'affaiblir ce mouvement en ne lui offrant pas de perspective de débouchés dans une échéance électorale.

Inversement, il faut s'intéresser aux raisons qui sous-tendent la relativement bonne

prestation du Front de Gauche. Parce qu'il a cherché à construire un véritable programme, il a su dépasser cette contradiction dans laquelle s'est enfermée le NPA. Certes, ce programme est encore imparfait ou du moins largement perfectible. Mais, en particulier sur l'Europe, il n'élimine plus la possibilité d'actes unilatéraux. Ceci a été un élément important de la crédibilité de ses positions et le deviendra incontestablement toujours plus à l'avenir. De ce point de vue, soit le Front de Gauche élabore complètement un programme et en définit les conditions d'applications en cas de blocage Européen, ou il connaîtra la même crise que la social-démocratie européenne.

5) Tous protectionnistes ?

Ceci me conduit à la cinquième des leçons de ce scrutin, et qui n'est pas la moins paradoxale. En France, pratiquement tous les partis en présence ont fait de la « protection » un élément de leur campagne. Ceci a pu être explicite, avec des analyses claires que l'on a retrouvées chez Philippe de Villiers ou Nicolas Dupont-Aignan. Ceci a pu être implicite, mais finalement assez lisible pour les électeurs, comme au Front de Gauche. Ceci, enfin, a pu être diffus, comme à l'UMP, au PS et même dans le cas du MoDem, qui à vrai dire n'en était pas à une contradiction près. On a même trouvé des traces de ce discours au sein d'Europe Ecologie avec les références, que l'on doit à José Bové, à la souveraineté alimentaire. Seul le NPA a refusé d'entrer dans la problématique de la protection, marquant ainsi le côté purement propagandiste de ses propositions.

La question des protections, c'est-à-dire du protectionnisme pour prononcer le mot, a donc bien été au cœur de cette campagne des élections européennes. Un tabou a sans doute été brisé. Nul doute que l'on ne remettra pas la génie dans la boîte une fois qu'il est sorti. La question du protectionnisme sera donc au cœur des combats futurs.

(1) J. Sapir, « *From Financial Crisis to Turning Point. How the US 'Subprime Crisis' turned into a worldwide One and Will Change the World Economy* » in *Internationale Politik und Gesellschaft*, n°1/2009, pp. 27-44.

(2) F. Denord et A. Schwartz, *L'Europe sociale n'aura pas lieu, Raisons d'Agir, Le Seuil, 2009*